

Communication

*L'Anthropologie Economique : un jalon abandonné sur
une route nouvelle*

par E. FAUROUX (1)

Il y a cinq ou six ans, peut-être sept ou huit, lorsque nous utilisons encore le terme d'Anthropologie Economique (AEC), nous ne pensons pas désigner une discipline autonome, distincte des autres anthropologies, mais seulement une problématique particulière. L'AEC était, pour nous, avant tout, l'idée que, dans les sociétés traditionnelles, les phénomènes économiques font partie d'une totalité sociale dans laquelle ils se trouvent si profondément imbriqués qu'on ne saurait les étudier isolément.

Depuis quelques années, nous avons peu à peu abandonné l'usage du terme. Beaucoup d'autres ex-anthropologues économistes aussi, à peu près au même moment. Il ne s'agissait, pourtant, ni d'un acte pleinement conscient, ni d'un obscur désir de renoncer à une mode dépassée.

Nous voudrions tenter ici, très brièvement, d'élucider les raisons de cet abandon qui n'est pas un désaveu, en soulignant qu'il s'agit surtout de nos raisons personnelles et que, lorsque nous nous hasarderons à parler de celles des autres, il ne s'agira que d'hypothèses dont nous sentons la fragilité.

(1) Cette communication, reçue après la tenue des Journées, n'a pu être prise en compte lors de la discussion.

En résumant à l'extrême, il nous apparaît que l'AEC a permis une remarquable prise de conscience de certaines nécessités épistémologiques qui concernent plusieurs disciplines des Sciences Humaines (§1). Elle a ensuite paru s'essouffler, en raison, sans doute, de ses propres limites (§2). Pourtant, la désaffection à son égard nous paraît surtout liée à la dynamique de recherche qu'elle a elle-même engendrée, incitant beaucoup de chercheurs à ne voir en elle qu'un jalon à hauteur duquel il n'y avait nulle raison de s'attarder (§3).

§1. L'Anthropologie Economique comme l'instrument d'une prise de conscience épistémologique déterminante

Après le recul du temps, il apparaît que l'AEC a permis une prise de conscience décisive aux ethnologues, aux économistes, et moins clairement aux sociologues.

- Les ethnologues, les premiers, semble-t-il, ont compris, dans le sillage des grands classiques, FIRTH, THURNWALD, HERSKOVITS, MALINOWSKI... , que les aspects culturels et sociaux des sociétés "primitives" sont difficilement intelligibles si on n'étudie pas les phénomènes économiques qui leur sont liés et les sous-tendent.

"J'ai analysé la structure économique de la société, parce que de nombreuses relations sociales deviennent plus manifestes quand on analyse leur contenu économique. En effet, la structure sociale, et, en particulier, la structure politique, dépendent clairement des relations économiques spécifiques qui naissent du système de contrôle des ressources". R. FIRTH, préface de *Primitive Polynesian Economy*, p. XI, Londres, Routledge-Kegan, 1964 - 1ère éd. 1939).

- Les économistes de terrain, travaillant sur des sociétés "traditionnelles" ont repris à leur compte cet enseignement. Ils ont découvert qu'ils pouvaient ainsi atteindre un niveau de compréhension infiniment plus profond qu'auparavant, quand leurs attitudes ethnocentriques les conduisaient à considérer comme globalement irrationnels des compor-

tements dont la cohérence globale était, au contraire, très grande, mais incluse dans un autre cadre logique.

- Les sociologues, quant à eux, semblent avoir compris, en partie grâce à l'AEC, que la frontière longtemps dressée entre eux et les sociétés "primitives" n'avait pas de raison d'être et que le monopole des ethnologues sur ces dernières n'était nullement fondé scientifiquement.

En un mot, l'AEC a imposé l'idée que les sociétés traditionnelles avaient été, jusqu'alors, mal ou plutôt incomplètement étudiées. Ces sociétés sont caractérisées par d'étroites interrelations entre les différentes sphères, entre des éléments qui, dans nos sociétés, n'ont aucun lien mutuel. Les divisions entre disciplines scientifiques cloisonnées sont adaptées à nos sociétés modernes, mais ne permettent absolument pas de rendre compte de ces imbrications complexes. Elles condamnent à des visions qui ne sont pas seulement partielles, mais probablement fausses. Sûrement fausses, en tous cas, lorsqu'il s'agit de l'approche économique "classique", dont les concepts, élaborés pour des sociétés modernes, sont manifestement inadaptés.

Les sociétés "traditionnelles" doivent donc être du ressort d'une discipline autonome, une *Anthropologie*. On peut regretter que celle-ci ait, très malencontreusement, été qualifiée d'"Economique", alors que, justement, par définition, par essence, elle ne doit pas être seulement économique. Pourquoi ne l'avoir pas tout simplement qualifiée d'Anthropologie des sociétés traditionnelles ? Ou des sociétés non modernes ?

Cette nouvelle discipline a donc vu un champ immense s'ouvrir à elle, quand, au début des années 60, on a commencé à prendre conscience de sa nécessité. Tout restait à découvrir, puisque, à l'exception d'un petit nombre de précurseurs, nul n'avait su jeter ce regard totalisant sur les sociétés "non modernes". Les études de terrain se multiplièrent donc. Il faut sans doute voir là l'un des aspects les plus positifs du développement de l'AEC. On utilisa alors, presque exclusivement l'approche "micro". On ne pouvait, en effet, l'éviter, au moins dans une phase initiale, pour repérer des phénomènes nouveaux, peu ou pas décrits. Ce n'est pourtant pas une nécessité épistémologique inexorablement liée à l'AEC, et c'est sans doute

injustement qu'on a reproché à celle-ci d'être vouée sans appel à sa tendance monographique originelle.

Depuis le début des années 60, de nombreux chercheurs de Sciences Humaines ont été, au moins temporairement, intéressés par l'AEc et l'ont plus ou moins directement pratiquée sur le terrain. Les acquis de ce très réel engouement, qui fut beaucoup plus qu'une simple mode, sont considérables. Ce n'est pas le lieu, ici, d'en faire l'inventaire. Mentionnons cependant, en vrac, un remarquable renouveau des études de terrain et particulièrement des monographies villageoises ; un réel renouveau théorique, lié en France, au développement d'une AEc d'inspiration marxiste qui a parfois conduit à des impasses, mais qui a, plus souvent encore, permis d'accomplir des progrès essentiels. Mais surtout, les anthropologues économistes ont beaucoup regardé la réalité concrète, et ils ont beaucoup publié. Ils ont ainsi influencé leurs collègues de Sciences Humaines, bien sûr, mais aussi, parfois, les professionnels du développement qui cherchent à comprendre une réalité sur laquelle ils n'ont pas autant de prise qu'ils le souhaiteraient et qui ne trouvent pas toujours, dans la littérature ethnographique traditionnelle, les éléments nécessaires pour alimenter leur réflexion.

Pourtant, malgré ces acquis incontestés, l'AEc n'attire plus guère de nouveaux chercheurs, en France, du moins. Les anciens chefs de file se laissent aller à des constats d'échec (n° spécial de la revue *Dialectiques*, Paris, 1980), et beaucoup de ceux qui se disaient, il y a peu de temps, anthropologues économistes sont sur d'autres pistes (analyse systémique, histoire, ...) et n'ont guère le loisir de regarder en arrière.

Nous voudrions esquisser, ici, les raisons qui nous paraissent motiver cette réelle désaffection qui semble contredire le bilan globalement très positif de l'AEc. Nous connaissons assez sûrement les raisons qui nous ont incité à ne plus nous recommander de l'AEc ; nous sommes beaucoup moins affirmatifs, bien entendu, pour tenter de retrouver les raisons qui ont pu motiver d'autres chercheurs.

§2. Quelques raisons pour une récente désaffection à l'égard de l'AEc

A travers nos motivations personnelles et celles de nos proches collègues qui ont suivi un itinéraire voisin, nous aurions tendance à voir trois ordres d'insuffisances ou de blocages liés à la pratique de l'AEc : d'abord, peut-être, un problème lié à la formation des anthropologues-économistes (§2.1), ensuite un problème de terrain, et corrolairement, un problème d'échelle (§2.2.), enfin un problème théorique (§2.3.)

§2.1. Un problème de formation des chercheurs

La raison logique qui fonde l'existence même de l'AEc suppose que le chercheur pratiquant cette discipline ne soit ni ethnologue, ni économiste, ni sociologue, mais qu'il soit à la fois ethnologue, économiste et sociologue. Il serait même dangereux, dans cette logique, d'envisager une collaboration étroite de chercheurs relevant de ces trois disciplines, car, du fait de leur formation antérieure, ils pourraient avoir tendance à reconstruire des fragmentations que l'on veut avant tout éviter. Si l'on doit envisager la constitution d'une équipe de recherche, la division du travail ne devrait en aucun cas s'opérer sur des critères disciplinaires. Dans nos études conduites sur la côte ouest de Madagascar, la division du travail entre "anthropologues économistes" s'est opérée sur des critères d'abord purement géographiques (J. LOMBARD, et B. SCHLEMMER sur la région de Belo Tsiribihina, E. FAUROUX sur le delta de la Morondava et sur la Maharivo. S. CHAZAN, sur Bemanonga, Mahabo...). Lorsque les terrains ont eu à se chevaucher, les anciennes spécialisations ont resurgi : dans le delta de Morondava, J. LOMBARD, ethnologue de formation, a davantage travaillé sur les *ombiasy* (devins), S. CHAZAN, sociologue, sur certaines formes associatives (les *Dinam-Pokolona*), E. FAUROUX, économiste, sur l'organisation de la production et des échanges, mais aucun ne s'est strictement limité à sa sphère initiale, empiétant constamment sur tous les autres aspects de la vie sociale.

Un anthropologue économiste doit donc être pluri-disciplinaire à lui tout seul. Ce n'est pas une mince gageure. Je ne vois, pour y parvenir, que deux systèmes, que j'ai pu successivement pratiquer : l'empirisme et la formation universitaire multi-disciplinaire, chacun des deux systèmes présen-

tant de lourds inconvénients.

L'empirisme, c'est, tout simplement, le bricolage méthodologique, auquel nous nous sommes tous plus ou moins livrés en découvrant des exigences de terrain auxquelles nos formations respectives ne nous avaient nullement préparés. Comme beaucoup d'autres, j'ai fébrilement dépouillé, en arrivant sur mon premier terrain, en Imerina, l'édition la plus récente des *Notes and Queries on Anthropology*, et "le" MAGET (M. MAGET : *Guide d'étude des comportements culturels*, Paris, CNRS, 1953). J'ai ensuite dû m'improviser archéologue pour tenter de comprendre comment on pouvait concilier les traditions orales que j'avais recueillies avec les traces d'occupation humaine inscrites dans le paysage (cf - Le "royaume" d'Ambohidranandriana, archéologie et traditions orales - *Taloha*, Univ. Tananarive, n°3, 1970, pp 55-83). Il fallut ensuite se faire historien, relire les récits de voyage et d'explorations, visiter les Archives locales, nationales, puis, surtout, celle d'Aix-en-Provence, Lorient, Vincennes. Pour les problèmes de colonisation espagnole, rencontrés en Equateur, je dus même m'initier hâtivement à la paléographie pour étudier des documents de la "Real Audiencia de Quito" de la fin du XVIèmesiècle aux *Archivos de Indias* de Séville...

Ces adaptations successives sont du ressort de l'improvisation et, malheureusement, du bricolage. Face à un problème nouveau, on peut faire appel à son bon sens, et à un grossier débroussaillage méthodologique, aidé parfois, au hasard des rencontres, par les conseils d'un collègue plus expérimenté dans la matière concernée. L'improvisation est, le plus souvent, totale. Cette situation ne peut manquer, à la longue, de créer un malaise dans l'esprit de l'anthropologue économiste qui ne se sent pas forcément bien dans la peau d'un dilettante, qui ne parvient même pas toujours au statut d'amateur éclairé.

Une solution pourrait être de demander à l'anthropologue économiste de devenir un spécialiste multi-disciplinaire (en admettant que l'expression ait un sens). J'étais économiste de formation tout à fait orthodoxe et j'avais suivi la formation d'un Institut d'Etudes Politiques de province. J'ai pu terminer une licence de sociologie pendant ma scolarité ORSTOM, puis faire un certificat d'Ethnologie, en catastrophe, à Tananarive, tout en démarrant mes premiers travaux de terrain. Je fis ensuite un certificat d'Archéologie et Préhistoire de l'Océan Indien pour tenter de surmonter

mes difficultés archéologico-historiques. Plus récemment, j'ai fait une Maîtrise d'Ethnologie, avant d'entamer une Maîtrise d'Histoire moderne...

Un tel itinéraire n'est certainement pas inutile quand on a la chance de pouvoir le parcourir entre deux séjours à l'étranger, mais il paraît exagérément laborieux, probablement peu rationnel et peu adapté aux nécessités concrètes de la recherche.

Si l'AEc avait dû s'affirmer durablement comme discipline autonome, il aurait été absolument nécessaire de prévoir, pour elle, une formation universitaire spécifique.

En un mot, la pratique de l'AEc interdit au chercheur le confort de la spécialisation. On doit se résigner aux regards soupçonneux des vrais spécialistes qui acceptent mal ces ingérences, parfois maladroitement, il est vrai. Quant à la formation multidisciplinaire, elle s'avère particulièrement laborieuse et ardue dans le contexte universitaire actuel.

§2.2. Un problème de terrain et un problème d'échelle

L'AEc s'est longtemps vouée à l'étude, sous une forme presque toujours monographique, des sociétés rurales traditionnelles. On comprend aisément les raisons de cette vocation initiale (les sociétés rurales occupent massivement le devant de la scène dans les pays en voie de développement, l'approche monographique est indispensable pour une première description des phénomènes encore peu connus, etc...)

Mais il est parfaitement clair, selon nous, que cette vocation initiale n'a pas à se prolonger. Les sociétés urbaines traditionnelles sont très évidemment de son ressort (quartiers "coutumiers" des périphéries urbaines africaines, secteur artisanal...). Mais rien ne paraît interdire, non plus, une approche d'AEc pour le secteur moderne : étude de phénomènes d'ostentation, genèse de certains rapports de pouvoir, clivages provoqués par les rapports familiaux et de clientèle à propos de phénomènes économiques, structurations de rapports de production sur le modèle *maffioso*... en un mot, tout ce qui dans l'activité économique "moderne" échappe à la rationalité économique simpliste.

Les aires géographiques couvertes par l'AEc paraissent curieusement restreintes à l'Afrique, à l'Océanie, et à certaines régions d'Asie. L'AEc ne s'est guère trouvée associée, par exemple, à l'Amérique indienne contemporaine, alors qu'elle aurait pu trouver là un de ses plus beaux domaines d'application. Si les anthropologues économistes de l'ORSTOM, affectés en Equateur, n'ont pu s'y livrer à leur discipline de prédilection, c'est seulement parce qu'on leur a demandé autre chose, et que les conditions d'insertion institutionnelle ne permettaient pas de transiger. En 1975, au début des travaux de l'ORSTOM en Equateur, l'AEc était inconnue là-bas et n'intéressait personne, sauf dans certains milieux universitaires très influencés par le marxisme. Elle commence à être connue aujourd'hui, mais ce sont, peut-être, les chercheurs de l'ORSTOM qui éprouvent moins d'intérêt pour elle, du moins sous sa forme devenue traditionnelle. La monographie villageoise n'est probablement pas, en effet, la meilleure manière de poser les problèmes andins d'AEc, d'abord parce que l'unité villageoise y est beaucoup plus évanescence qu'ailleurs. L'échelle micro-régionale conviendrait mieux dans la mesure où les unités de résidence s'inscrivent dans plusieurs niveaux de rapports sociaux, économiques, et politiques ; le niveau communautaire, assez lâche dans l'ensemble (parenté, voisinage, unités de production normales ou exceptionnelles, embryon de différenciation et de structure de pouvoir..) le niveau paroissial, particulièrement complexe, qui unit le paysan indigène à son *compadre*, commerçant métis du bourg, qui exprime aussi la domination subie par le paysan de la part de diverses institutions, l'administration, les agences de développement, les banques, l'Eglise... ; un autre niveau de relation, autrefois essentiel, s'estompe rapidement aujourd'hui : c'est celui qui reliait le paysan à la plus grosse *hacienda* du voisinage, dans tout un réseau de relations qui n'étaient qu'entre autres des rapports de production.

L'important serait donc plutôt de procéder à un repérage précis de l'ensemble de ces relations et d'apprécier les différences qu'il est possible d'observer d'une micro-zone à l'autre, d'une région à l'autre, en fonction de la composition ethnique des groupes, de leur organisation productive, etc...

En tout état de cause, l'échelle monographique ne nous paraît pas plus attachée à l'AEc que sa vocation strictement ruraliste, mais beaucoup semblent l'avoir cru et y avoir vu un vice rédhibitoire. Comment généraliser les enseignements recueillis à partir de monographies qui n'ont même pas la

prétention de constituer des échantillons représentatifs ? Comment agréger des comportements d'unités sociologiques dont on ignore la taille moyenne et le nombre ? Avec l'AEc, la réalité n'apparaît-elle pas, en définitive, plus chaotique encore qu'autrefois ?

Nous croyons que ces interrogations ont pu influencer beaucoup de chercheurs dans un sens défavorable à l'AEc. Mais nous avons tendance à penser qu'il s'agit plus d'un malentendu, lié aux caractéristiques de l'AEc à un moment déterminé de son histoire, qu'à une carence réelle de cette discipline. L'AEc peut ne pas se limiter à un type donné de société, elle peut dépasser le cadre monographique pour donner lieu, par exemple, à la construction de modèles complexes. De tels enseignements pourraient aisément être utilisés à un niveau "macro".

§2.3. Un problème théorique

Le cadre limité de cette communication ne permet pas, bien entendu, de traiter ce problème dans son ensemble. On peut cependant signaler ici que la théorie issue de l'AEc s'est heurtée à divers types de blocages. Deux d'entre eux, au moins, ont pu contribuer à une certaine désaffection à l'égard de l'AEc.

Le premier est probablement à mettre en rapport avec les liens trop étroits, avec la quasi-identification qui a pu se faire, un temps, entre AEc et renouveau de l'anthropologie marxiste. Que l'on soit ou non marxiste, il est difficile de nier l'intérêt théorique de cette tendance qui a provoqué une remarquable effervescence intellectuelle, accompagnée d'un renouveau des études de terrain et des publications. Mais les impasses apparaissent nombreuses, dix ou quinze ans après les premiers enthousiasmes. Les débats concernant la nature des modes de production, les formes de leurs articulations, la théorie des transitions entre modes de production, etc..., se sont enlisés et ne sont plus à la mode. Le numéro spécial de la revue *Dialectiques*, déjà cité, donne bien le ton de ce désenchantement.

L'analyse marxiste a proposé des systèmes d'explication probablement trop parfaits, trop fermés, trop uniformisants. En lisant certains travaux d'inspiration marxiste concernant des sociétés de chasseurs collecteurs,

on est surpris de retrouver des catégories permettant à d'autres auteurs de décrire des pasteurs nomades du Sahel. Même si, au fond, cela n'est pas anormal, on sent, dans un marxisme hâtif, le risque d'un autre type d'ethnocentrisme. Est-il vraiment prudent d'aborder l'étude d'une société *différente* avec un arsenal de concepts aussi massivement cohérents a priori ? N'y a-t-il pas là un risque aussi sérieux que celui qui poussait les "socio-économistes" d'avant 1960 à étudier les économies "primitives" avec des concepts issus de l'analyse économique classique ?

A l'opposé, beaucoup d'anthropologues économistes ont préféré pratiquer l'empirisme. Pour dépasser le pointillisme lié à l'accumulation d'études monographiques, il aurait sans doute été nécessaire de tenter un effort cohérent pour comparer, regrouper, généraliser... Il ne semble pas qu'il y ait réellement eu, récemment, un effort en ce sens. Nulle tentative de véritable synthèse, de clarification, de typologie, de regroupement des phénomènes par aire géographique ou par type de culture... La chose était-elle prématurée, définitivement impossible, ou bien est-ce le courage de l'entreprendre qui a manqué aux anthropologues économistes ?

Pour ne donner qu'un seul exemple, les *Essais sur la reproduction des Formations Sociales dominées*, publiés dans *Travaux et Documents de l'ORSTOM* (Paris, 1977, 192p) paraissaient appeler une suite ou une conclusion générale en vue de tirer quelques enseignements utilisables d'expériences situées en Afrique de l'Ouest, en Afrique Centrale, à Madagascar et en Polynésie. Il est certain qu'en se privant de cet effort de synthèse, l'AEc a très gravement diminué ses chances d'impact et n'a pas obtenu tout le crédit qu'elle aurait pu mériter.

Nous avons tendance à penser que, dans ces deux cas de blocage théorique, il n'y avait pas d'impasse inéluctable, mais seulement un certain nombre de difficultés que personne n'a réellement eu envie de surmonter, peut-être parce que d'autres voies, plus aisées et plus fécondes, avaient été entrevues.

§3. Des voies nouvelles au-delà de l'AEc

Au fil des années, dans toutes les recherches que nous avons pu conduire

sur le terrain (Imerina, pays Sakalava, Sierra et Costa de l'Equateur, Loja,...) il nous est apparu de plus en plus incongru de continuer à qualifier d'"Economi- que", l'Anthropologie que nous pensions mettre en oeuvre. Le fait de continuer à porter une attention particulière aux rapports de production ne nous paraissait nullement justifier l'exclusivité d'un qualificatif que démentaient tous nos autres centres d'intérêt : les structures sociales lignagè- res, en Imerina, les transformations des structures de pouvoir liées à la mise en place de l'administration coloniale en pays Sakalava, les éléments de domination politique et idéologique mis en place par une oligarchie foncière, à Loja... Avec le temps, nous nous sentons de plus en plus anthropo- logue et de moins en moins économiste ; beaucoup d'autres, sans doute, éprouvent le même sentiment.

Dans le même sens, et en même temps, il nous est apparu avec de plus en plus de netteté que le message totalisant de l'AEc avait été reçu d'une manière trop restrictive. Pourquoi limiter l'étude des phénomènes considérés à la seule synchronie ? Comment ne pas souligner énergiquement que la totalité sociale se déroule dans le temps, et que le temps constitue l'une de ses dimensions essentielles ?

La plupart des praticiens de l'AEc semblent d'ailleurs l'avoir découvert. Les uns empiriquement (je me range moi-même dans cette catégorie, après avoir publié, en son temps, un texte intitulé : " ... pour l'introduction de la dimension historique dans les études d'Anthropologie Economique". *Cahiers ORSTOM, sér. Sc. Hum., XIV, 1, 1977, 71-81*). D'autres, dans la logique du sillage du marxisme, qui a toujours mis un accent particulier sur l'Histoire ; d'autres enfin, sous l'influence de F. BRAUDEL, ou de l'école des Annales, ou d'autres maîtres de la nouvelle histoire.

La chose paraît déjà tellement évidente qu'on aura du mal, dans une dizaine d'années à imaginer qu'on pouvait, avant les années 70/80, étudier des phénomènes sociaux sans prendre en compte explicitement leur dimension historique.

Il est clair pourtant, que la synchronie est peu intelligible, quelle que soit la finesse de l'observation. Elle ne donne aucune indication sur ce qui est relatif, accidentel : elle montre des relations, des articulations qui

peuvent être éphémères. Le temps rend aux phénomènes leur vraie place, et surtout, il permet de voir se dérouler les phénomènes dans toute leur ampleur. Les contacts, les interactions entre phénomènes survenus dans le passé, peuvent être vus comme autant d'expériences de laboratoire dont on peut lire et relire les enseignements. On peut, comme F. BRAUDEL, distinguer des rythmes différents : un temps long qui s'oppose à l'événement de courte durée, et des multitudes de rythmes intermédiaires propres à chacun des phénomènes étudiés. La tentation de recourir à l'Histoire se fait très forte dès que l'on prend conscience du fait que, souvent, la simple description devient, grâce à elle, plus explicative que les interprétations quelquefois acrobatiques auxquelles on devait se livrer auparavant.

Par ailleurs, les progrès considérables de l'ethno-histoire renforcent encore l'intérêt de cette nouvelle orientation. L'ethno-histoire andine, en particulier, a enregistré quelques résultats magistraux, notamment avec les travaux de J. MURRA (théorie de l'archipel vertical et de la micro-verticalité) et de ses principaux héritiers (F. SALOMON pour l'Equateur, M. ROSTOWOROVSKI pour le Pérou), les travaux d'Olaf HOLM et de J. MARCOS sur le commerce maritime à longue distance aux temps pré-incas... etc...

Dans ces conditions, la nouvelle discipline d'avenir ne serait-elle pas, aujourd'hui, une *anthropo-histoire*, qui cumulerait les acquis et le potentiel méthodologique de l'AEc et d'une ethno-histoire particulièrement prometteuse ?